

**ISABELLE FACON**  
**LE FIGARO, 26 AOÛT 2008**

Chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique, elle explique que les événements en Géorgie permettent aussi à la Russie de montrer à l'Union européenne qu'elle est de retour.

## Russie-Occident : les nouveaux rapports de force

L'ampleur de l'action militaire de la Russie et son intransigeance diplomatique après l'intervention militaire géorgienne en Ossétie du Sud reflètent l'importance des enjeux que ce conflit recouvre pour le Kremlin. D'un faux pas fatal du président géorgien, le Kremlin tente de faire une opportunité stratégique, dont l'un des principaux objets est de signifier à l'Occident que le rapport de force s'est profondément modifié. La Russie, galvanisée par une situation économique et budgétaire stimulée par les prix élevés des hydrocarbures, tente de faire passer ce message depuis plusieurs années, mais considère qu'elle n'a pas été comprise - puisque la plupart des pays occidentaux ont entériné l'indépendance du Kosovo, puisque l'Alliance atlantique a déclaré que la Géorgie et l'Ukraine « deviendraient membres de l'Otan » (sommet de Bucarest, avril 2008), puisque Washington ne renonce pas à installer des éléments de son bouclier antimissile en Europe orientale...

Moscou n'entend pas fléchir sur son ambition, dictée par son historique angoisse d'un encerclement stratégique, de s'imposer comme la puissance prédominante dans l'ex-URSS. Elle veut que ceux qu'elle qualifie d'acteurs « extra-régionaux » - États-Unis, Otan, UE... - reconnaissent sans ambiguïté qu'elle y a des intérêts propres et majeurs. Le conflit pourrait servir cette volonté russe. Car si, officiellement - Jaap de Hoop Scheffer et Angela Merkel l'ont affirmé -, le principe de l'entrée de la Géorgie dans l'Alliance atlantique n'est théoriquement pas remis en question, il risque de l'être dans les faits. Les événements dans le Caucase ne feront en effet que conforter les réticences de ceux des responsables européens qui ont toujours jugé dangereux les encouragements américains à Kiev et Tbilissi de se rapprocher de l'Otan. La crédibilité des États-Unis dans la région sortira probablement écornée de ce

conflit. Mais celle de l'Europe également, qui n'est pas parvenue à proposer des solutions alternatives solides pour répondre différemment aux aspirations politiques et aux préoccupations de sécurité de la Géorgie, de l'Ukraine ou de la Moldavie.

Ces dernières années, en conséquence de son élargissement à plusieurs anciens « satellites » de la Russie, intervenu sur fond de durcissement du pouvoir à Moscou, l'UE a renforcé sa critique à l'égard de la Russie. Celle-ci lui répond aujourd'hui sur le terrain géorgien. Dans la recherche d'un plan pour sortir du conflit, et dans sa mise en oeuvre, la Russie a imposé sans concession sa volonté à une Union européenne à laquelle elle ne cesse de reprocher d'être prescriptive et excessivement désireuse de diffuser son modèle et ses valeurs à ses voisins. De plus, l'Europe se sait aujourd'hui probablement plus dépendante qu'hier de la Russie pour ses approvisionnements énergétiques, les événements dans le Caucase rendant plus complexe encore la matérialisation de l'effort de l'UE pour diversifier ses approvisionnements par l'importation des ressources de la mer Caspienne et d'Asie centrale..

La Russie estime ne pas avoir été écoutée sur le Kosovo, pas plus en 1999 qu'en 2008 ; elle n'écouterait pas l'Occident lorsqu'il s'agira du devenir de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, qui viennent de demander une nouvelle fois la reconnaissance de leur indépendance. Aux accusations sur le caractère disproportionné de son intervention militaire en Géorgie, Moscou rétorquera inmanquablement qu'elle ne fait que prendre acte de la « remilitarisation des relations internationales » qu'elle dénonce depuis des années et dont s'est rendu coupable, à ses yeux, l'Occident - en bombardant la Serbie, en employant la force en Irak, en étendant l'Alliance atlantique dans

tous les cas contre l'avis de Moscou... La « réponse » russe à Tbilissi se veut, aussi, une preuve concrète du fait que la Russie retrouve progressivement une force militaire crédible et est disposée à l'utiliser pour défendre ses intérêts.

Aujourd'hui, le Kremlin prend sans doute sa revanche sur le président Saakachvili, coupable d'avoir inauguré la série de « révolutions de couleur » dans l'ex-URSS et d'avoir atténué le brillant du « retour » de la grande puissance russe en la défiant constamment. Il est affligeant que la Géorgie, si volontaire dans son effort de rapprochement avec l'Europe, en fasse si cruellement et durablement les frais. Mais dans cette affaire, la Russie saisit surtout l'occasion stratégique qu'elle attendait depuis longtemps de corriger de manière décisive le rapport de force avec l'Occident - comme elle tente de le faire en promouvant l'Organisation de coopération de Shanghai ou le Bric (acronyme qui désigne le groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, NDLR) pour étayer la légitimité de l'aspiration de puissances émergentes à contester la suprématie occidentale dans les affaires mondiales ; ou en déployant une « diplomatie de l'énergie » aux accents pour le moins musclés. Moscou, dans son effort pour peser plus fortement dans le jeu international, semble estimer n'avoir plus autant besoin de l'Occident, qu'elle voit affaibli. C'est ce qu'elle signifie lorsqu'elle décide de geler la coopération militaire avec l'Otan en laissant entendre que l'Alliance a plus à y perdre qu'elle-même. Les Russes restent amers au souvenir des années 1990, quand l'Occident a minimisé les concessions faites par leur pays au moment de son impuissance momentanée et ignoré ses demandes d'intégration à la communauté euroatlantique.

Ces questions mériteraient une mise à plat dans le cadre d'une discussion approfondie entre la Russie et les Occidentaux. Cette discussion est-elle encore possible ? Sans doute, car la Russie cherche probablement davantage à se faire entendre de ses partenaires occidentaux qu'à rompre avec eux, et les teste davantage qu'elle ne les défie. Malgré l'excès de ses opérations militaires et la lenteur avec laquelle elle retire ses troupes du territoire géorgien, au mépris des exhortations répétées de l'Otan et de l'UE, la Russie a entrouvert une porte pour les Européens, qu'elle a laissés, certes selon des modalités très restrictives, endosser le rôle de médiateurs principaux dans son conflit avec la Géorgie. Le souci de Moscou de marquer sa défiance à l'égard des États-Unis - toujours attentifs et actifs à contraindre l'influence de la Russie dans l'ex-URSS - a évidemment pesé dans ce choix du Kremlin. Mais la Russie sait aussi et surtout que l'Europe est pour elle un partenaire économique et stratégique essentiel, incontournable. Les Européens ne doivent pas sous-estimer ce que les événements récents révèlent des intentions et des moyens russes, mais ils ne doivent pas non plus minimiser les limites qui pèsent toujours sur la puissance de la Russie, la conscience qu'elle en a malgré un discours vindicatif qui dit le contraire, et l'importance que revêtent pour elle les liens avec l'Europe. Les Européens disposent de davantage de leviers de pression, d'incitation et de discussion avec Moscou, voisin immédiat, que les États-Unis, pour lesquels l'espace postsoviétique n'est qu'un théâtre parmi d'autres. Il est temps de mobiliser ces leviers, rendus inopérants par les divisions intra-européennes, pour éviter que la revendication de puissance de la Russie ne prenne systématiquement la forme de la confrontation.